

*En ce début d'année 2018, l'actualité de nos services et l'avenir qui leur est promis obligent Solidaires Finances à dénoncer encore et toujours la dégradation inexorable de la situation des agents des ministères économiques et financiers, celle de l'exercice de leurs missions de services publics véritable atteinte à leur pérennité.*

*Avec CAP 22 la déstructuration et le démantèlement des missions franchissent un nouveau cap. Leur abandon possible est ouvertement inscrit à l'ordre du jour avec pour conséquences la disparition d'implantations, la réduction massive des emplois, la remise en cause de l'égalité de traitement des citoyens alors que jamais les besoins en matière de contrôles pour lutter contre les fraudes qu'elles soient fiscales, économiques, industrielles, ... n'ont été plus nécessaires.*

*A cela se greffe une détérioration continue des conditions de travail, une non reconnaissance des agents - gel des rémunérations, baisse des promotions et abandon du plan ministériel de qualification, compensation tronquée de la CSG -, rétablissement du jour de carence, une remise en cause des règles de gestion, une attaque du statut, une absence de moyens budgétaires pour assurer les politiques ministérielles que ce soit en matière d'hygiène et de sécurité au travail, de traitement des sites amiantés, en matière d'action sociale, d'égalité professionnelle, de politique du handicap ou de lutte contre les discriminations...*

*La présentation du budget 2018 le 10 octobre 2017 confirme à l'évidence l'absence d'ambition réelle au-delà des mots pour Bercy. Les choix politiques qui animent les ministres perpétuent le déni total des agents, de leurs représentants et du « Dialogue Social », déni qui est celui même des missions d'intérêt général des administrations bercyennes.*

*Cela n'est pas acceptable, ce n'est plus tolérable !*

*Pour ces raisons déjà essentielles, Solidaires Finances a décidé de ne pas assister à la cérémonie des vœux ministériels.*

